



Associations Unies du Haut-Rhin

**Osez la solidarité,
C'est l'affaire de tous,
Des élus aux citoyens,
Des associations aux collectivités**

Les associations réunies dans le collectif Associations Unies du Haut-Rhin (AU68) font le constat, après la semaine d'actions et de réflexion autour de « OSEZ LA SOLIDARITE : la semaine impertinente des associations » qu'il est urgent pour toutes les composantes de la société d'agir :

LA FIN DE LA PERIODE HIVERNALE :

Le service de téléphonie sociale 115 connaît un accroissement d'activité sans précédent: gérant et coordonnant habituellement 309 places d'hébergement, le service a dû passer à la gestion de 687 places pendant la période hivernale. Si cette augmentation de places traduit un effort réel des services de l'Etat pour mettre à l'abri des personnes en période de grand froid, elle traduit malheureusement une politique encore liée à la gestion saisonnière qui aboutit à l'asphyxie du système et des services.

- Le 115 comptabilise actuellement entre 40 et 50 personnes à qui il n'est en mesure de proposer une orientation.

A ce contexte déjà très tendu s'ajoute la perspective de la fermeture de près de 300 places du dispositif hivernal. L'accueil de jour reçoit d'ores et déjà en une matinée plus de 130 personnes. Aussi ce chiffre va croître considérablement une fois les 300 places fermées !

Nous demandons :

- que les places restent ouvertes (au-delà du 30 avril 2017).
- Au Préfet, représentant l'Etat, de mettre tout en œuvre pour que les personnes ne restent pas à la rue. En faisant respecter par ses services la réglementation selon laquelle tout demandeur d'asile doit être reçu par le guichet unique dans les 3 jours de son signalement par la plateforme pour y faire enregistrer sa demande d'asile. En effet nous constatons que dans notre département le délai d'attente pour ce premier rendez-vous est en réalité de 36 jours!
- Nous demandons enfin à l'Etat le maintien du dispositif actuel. Le coût de cette prise en charge (de 12 à 30 euros par personne et par jour) est très modique au regard de ce que la rue et la précarité entraînent comme coûts secondaires, lésions diverses et soins hospitaliers.

LES EXPULSIONS LOCATIVES :

Les expulsions locatives qui reprennent dans quelques jours se maintiennent à un niveau anormal (538 décisions accordant le concours de la force publique en 2016), ce qui vient encore grossir le nombre des candidats à une solution d'hébergement. Or, face à l'augmentation des ménages précarisés nous observons la réduction des moyens d'accompagnement. Seule une politique locale efficace dans la prévention des expulsions permettrait de trouver une solution digne et durable.

Nous demandons:

- que le Conseil Départemental révise sa politique d'accompagnement dans le cadre de sa mission de mise en œuvre du fonds de solidarité logement.

- qu'il relance une politique en faveur de la prévention des expulsions en lançant une véritable politique d'accompagnement liée aux logements.

Nous demandons également l'écriture du nouveau plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement des personnes en difficultés qui devrait être rédigé depuis le 1 janvier 2017.

Nous demandons aux villes et villages d'Alsace de favoriser l'accueil dans leurs communes en mobilisant les services et les élus et les citoyens à la reconquête de leur patrimoine locatif pour les plus exclus. Nous demandons aux élus représentant les communes dans les commissions d'attribution des logements de faire valoir le droit des plus pauvres.

LA PAUVRETE ET L'AUGMENTATION DE LA PRECARITE :

Nous ne pouvons pas nous résigner devant la situation de toutes ces personnes qui sont confinées dans des conditions de vie inhumaines et indignes. Nous dénonçons une nouvelle fois les manques au principe d'accueil inconditionnel inscrit dans la loi et dû à toute personne sur le sol français, afin qu'elle puisse bénéficier du minimum : mise à l'abri, aide alimentaire, accès aux soins et accès aux droits.

Il n'est pas possible de continuer à faire croire que la France, 5^{ème} puissance mondiale, n'a pas les moyens d'une politique de solidarité. Cela demande des choix politiques nationaux et locaux.

Nous demandons que soit mis en œuvre :

- l'accueil inconditionnel et l'accès aux droits
- des solutions de relogement dignes et adaptées en cas d'expulsion et une politique de prévention efficace
- le droit au logement : un toit pour tous, un logement pour tous!

En cette période électorale, nous tenons à affirmer, que, malgré les idées reçues, l'ambition d'une politique économique dépend de l'efficacité de politiques sociales à la hauteur des besoins. Il s'agit d'engager résolument les chantiers de lutte contre la pauvreté et non lutter contre les pauvres.

Associations signataires :

APPONA 68
ATD Quart Monde
CIMADE 68
Collectif Citoyen Solidaire
Collectif SDF Alsace
DAL 68
Emmaüs Cernay
FNARS Alsace
Fondation Abbé Pierre
Fondation de l'Armée du Salut
Habitat et Humanisme Alsace Sud
Ligue des Droits de l'Homme
Maison de la Citoyenneté Mondiale
MNCP
Passerelle
UNAFO
Urgence Welcome
URIOPSS Alsace

Contact presse : Odile FOURNIER (06 27 78 08 10)
Raymond KOHLER (06 07 65 28 97)